

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 27 DÉCEMBRE

N° 335 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 66942

Lire en p. 3

**Expulsés
à la fin de l'office
de Noël**

**L'ÉTROITE
COLLABORATION
POLICIÈRE
FRANCO-ESPAGNOLE**

L'ÉCHEC DU PLAN BARRE

0,9 % de hausse en novembre selon l'INSEE

Les prix : + 0,9 % en novembre ; le commerce extérieur : - 3,8 milliards de déficit en décembre. Voilà les derniers indicateurs économiques publiés, voilà les résultats de trois mois de plan Barre !

Après une hausse officielle de 0,9 % en octobre, les prix ont donc continué en novembre de grimper au même rythme. Pour expliquer ce « mauvais » résultat de novembre on met en avant la hausse de l'essence intervenue à la Toussaint. Mais cette hausse du carburant a été décidée par le gouvernement lui-même ; ce n'est donc pas le résultat d'une action incontrôlable.

D'autre part la hausse de 0,9 % n'est pas explicable seulement par celle de l'essence ; bien d'autres produits ont augmenté et notamment les produits alimentaires. Ainsi l'exemple du gouvernement est suivi par les entreprises : le blocage des prix est de plus en plus souvent contourné ; voilà la véritable explication du maintien d'un rythme élevé d'inflation. Autant dire que le plan Barre a du plomb dans l'aile, moins de trois mois après son lancement en grande pompe.

Suite p. 3

Deux ans après l'assassinat des 42 mineurs de Liévin

LA « JUSTICE » AVEC LES HOUILLÈRES

Il y a deux ans exactement, 42 mineurs de Liévin trouvèrent la mort au fond, assassinés par l'insécurité et la course à la rentabilité, par la politique d'exploitation des Houillères du Nord. C'est près de deux ans après seulement que Henry Paul, conseiller à la chambre d'accusation de Douai a remis aux syndi-

cats qui s'étaient portés partie civile le rapport établi par les trois « experts internationaux ». Le but de ce texte consiste à l'évidence à maintenir obscurs de nombreux points du dossier pour dégager la responsabilité des Houillères.

Suite p. 2

AVIS A NOS LECTEURS

A l'occasion des fêtes de fin d'année, le Quotidien du Peuple paraîtra sur 8 pages seulement, jusqu'au vendredi 31 décembre inclus. Le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas le samedi 1^{er} janvier ; il reparaitra normalement, sur 12 pages, à partir du lundi 3 janvier.

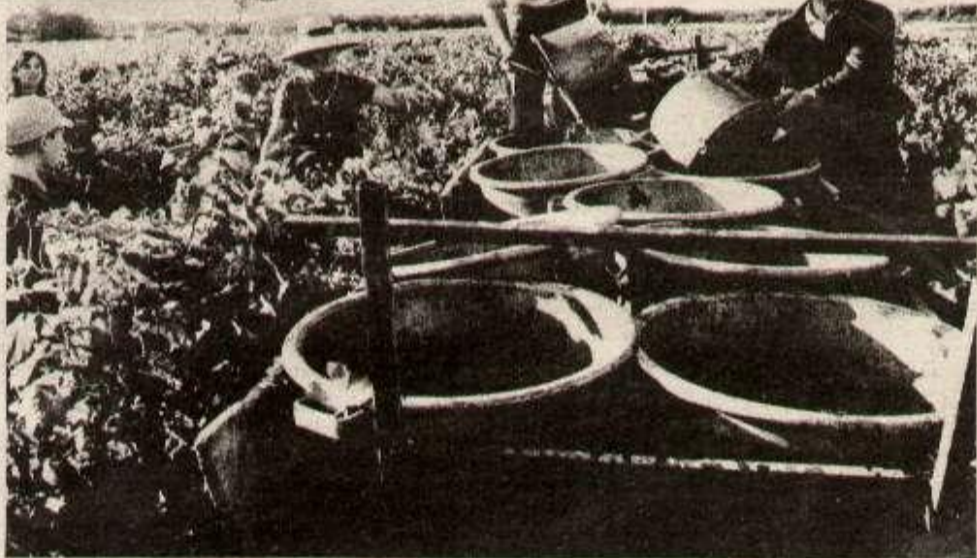
« QU'ILS CRÈVENT ! »

déclare le ministre de l'agriculture

BONNET VEUT LA MORT DES PETITS VITICULTEURS



Bonnet et son collègue italien négocient sur le dos des viticulteurs.



Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, vient de révéler comment le gouvernement voit la solution des problèmes des viticulteurs du Midi : « Qu'ils crévent ! » Voilà ce qu'il a déclaré le 23 décembre à une radio périphérique.

Cette déclaration menaçante pour les petits viticulteurs n'est pas une « erreur » de langage du ministre. Elle s'inscrit dans la droite ligne de la politique suivie à l'égard de la viticulture française et qui avait déclenché au début de l'année le grand mouvement de colère des viticulteurs du Midi. Un mouvement qui a subi, de la part du pouvoir, une sanglante répression avec l'assassinat par les CRS, d'Emile Pouytes, à Montredon en mai dernier.

Cette politique sera précisée le 19 janvier, lors d'un Conseil des Ministres qui examinera le rapport Bente-

geac sur la viticulture. Ce rapport prévoit l'arrachage de 100 000 hectares de vignes sur les 450 000 existant actuellement dans le Midi. Qui seront les viticulteurs touchés par ces mesures ? Sûrement pas les « gros », les entreprises capitalistes de la vigne. Mais tous ces petits viticulteurs pour qui l'arrachage de leurs vignes signifierait le départ du pays, l'exode vers la ville.

Suite p. 3

ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE D'ALBANIE

Vendredi matin, un attentat au lance-roquettes a été commis contre l'Ambassade d'Albanie en France. Il a été revendiqué par un groupe anti communiste.

Dénonçons vigoureusement cette provocation contre la République populaire d'Albanie.

NOËL DES UNS... ET DES AUTRES

Records battus sur le foie gras et le saumon rose fumé de qualité supérieure à 600 F. le kilo et plus. La « grande presse » s'en étonne ou du moins fait mine de s'en étonner avec ravissement. Pour un peu l'indice de consommation du foie gras effacerait la mauvaise tenue de l'indice des prix. Mais après quelques jours d'euphorie, de description complaisante des somptuosités culinaires, vestimentaires et autres, les commentaires vont changer de ton. Les exclamations sur le luxe des fêtes préparent les discours moralisateurs de demain. Barre, Giscard, Beullac... et leurs plumitifs vont nous accuser de vivre au dessus de nos moyens, d'être responsables de la crise, et ils vont nous redemander des sacrifices...

Ceux là mêmes qui ont étalé leur luxe et leur ripaille sur les Champs Elysées vont parler de « Solidarité nationale » pour pouvoir continuer à vivre dans l'opulence, tandis que nous serons contraints de nous restreindre sur l'essentiel. Quels sacrifices avons nous dû consentir cette année encore pour que Noël et le premier janvier ressemblent un peu à une fête, pour que nos enfants soient heureux !

Aujourd'hui même, nous serons à l'usine, ou au chantier, soumis à nouveau au bruit et aux cadences, exposés aux accidents du travail, ou bien nous connaîtrons l'angoisse du chômage. Et il faudra entendre un Barre ou un Mourouzi parler de sacrifices après la fête. Comme si les sacrifices n'étaient pas du même côté.

Et cela, nous savons que nous allons le changer.

Parisien Libéré

Aujourd'hui rencontre d'Amaury et du Comité du Livre Parisien

Voir p. 3

INFORMATIONS GÉNÉRALES

le Noël des uns et des autres

«Des débordements de foie gras, des tonnes de caviar. Le meilleur, le plus cher, les Français n'ont reculé devant rien». Voilà pour la propagande euphorisante distillée à maxi-dose par la presse, au lendemain de ce réveillon. Des calculs «toutes classes comprises» hâtivement bricolés nous annoncent que des centaines de tonnes d'huîtres, des millions de bouteilles de champagne sont «parties». Petrossian, Fauchon, Lenôtre, Battandier se frottent les mains : les Mercedes et les Rolls ont fait la queue pour se disputer le saumon fumé et le beluga (le caviar le plus cher) à 1 000 F...

Si le Noël de la «haute» a ressemblé à cette immense ripaille, il n'en a évidemment pas été de même pour le Noël des travailleurs.

Cette année, les restaurants ont eu peu de monde pour déguster leurs menus de réveillons, trop chers (de 100 à 500 F). Les cinémas eux mêmes n'ont pas eu l'affluence habituelle. C'est en famille que les Français ont, pour l'immense majorité, passé Noël, pour limiter au maximum les frais inutiles. Dans de nombreuses régions, on a assisté aux traditionnels concours de belotes ou, comme dans le Midi-Pyrénées, aux gigantes-

ques lotos associant tout un village, avec pour enjeu oies grasses, canards gras ou jambon de pays...

Le Noël 76 aura été également celui de ces milliers d'ouvriers mis au chômage partiel, pour la durée des fêtes et hésitant à dépenser la paye dont ils savent qu'elle sera amputée le mois suivant. Le Noël de ces familles où il y aura bientôt un chômeur à chaque table ou l'angoisse du chômage pour un autre fils, n'a pas été «un Noël comme les autres», non ! Pas plus que le Noël des vieux travailleurs qui a eu souvent un goût

d'aumône. Ou il s'est résumé à un repas comme un autre chez ces vieux paysans isolés, voyant mourir leur village de montagne et dont les enfants qui n'ont pas trouvé de travail au pays, se trouvent à l'autre bout de la France...

Le Noël du peuple aura été

cependant riche de joie familiale quand même dans bien des cas et de discussions, d'interrogations sur l'avenir. Et cette confrontation, même brève, des problèmes communs que rencontrent les travailleurs, affrontés à la politique d'austérité, fait partie aussi de ce Noël !

LE PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE RELEVÉ DE 14,2 %

Le plafond de la Sécurité Sociale sera majoré de 14,2 % à partir du 1^{er} janvier prochain. Le plafond annuel sera de 43 320 F au lieu de 37 920 F en 76. Par mois, le nouveau plafond sera de 3610 F au lieu de 3160 F ; par semaine, de 833 F et par heure de 21 F. Le plafond représente le

revenu en dessous duquel tout le salaire est soumis à cotisation proportionnelle.

Le plafonnement sert en réalité à permettre aux cadres (ingénieurs, directeurs) de payer moins que leur dû, la retenue devenant très rapidement dégressive pour toute la fraction du revenu qui dépasse le plafond.

Comme les cadres sont ceux qui consomment le plus de médecine (en médicaments, en visites, en spécialistes, en «chek-up»), le plafonnement revient à les avantager au détriment de la masse des salariés. L'augmentation du plafond choisie par les caisses consiste tout juste à tenir compte de l'augmentation moyenne des salaires et ne représente en rien un déplafonnement, comme le réclament les syndicats. Le CNPF s'est opposé à toute augmentation de plus de 10 %. C'est finalement la proposition de la CGC qui a été retenue. Cadres et patrons ont fait valoir les difficultés des entreprises, pour s'opposer à la remise en cause de leurs privilèges.

LIÉVIN

Suite de la une

Judi soir à la mairie de Liévin, le juge Pascal qui avait été dessaisi du dossier, suite à l'inculpation de Coquidé, Paul Bladt et Jean Prouvost, secrétaire CFDT des Houillères du Nord et de Lorraine, ont dénoncé ce rapport officiel. Henri Pascal a dénoncé la justice de classe et mis en cause le fait que ce soient les ingénieurs du Service des mines — dépendant donc des Houillères — qui ont été chargés de l'enquête sur les causes de l'accident. Rien d'étonnant dans ces conditions que de multiples points ne soient pas clairs

dans le rapport des experts. Jean Prouvost et Paul Bladt ont dénoncé les manquements graves à la sécurité : culs-de-sac non bouchés ; mauvais état du monorail et de son câble provoquant des étincelles ; système d'aéragage défectueux ; contrôles rudimentaires d'un seul gazier. Tous ces points figurent dans un mémoire que la CFDT remettra au conseiller Paul. Le rapport de la cour se borne à constater «une baisse de neutralisation» du sol et des galeries pendant les cinq jours d'arrêt d'exploita-

tion à Noël, sans plus. Pourquoi les Houillères n'avaient-elles pas surveillé cette neutralisation à la reprise du travail ? Il faut rappeler que la catastrophe de Fouquières-Lens qui fit 21 morts le 2 février 65 a eu lieu également après un arrêt d'exploitation à la reprise du travail.

Les mineurs CFDT ont enfin dénoncé «la responsabilité écrasante des Houillères du Nord et des Charbonnages de France dans l'aggravation de la situation de risque qui a conduit à la catastrophe».

sélection livres

Poésie

POÈTES DU PEUPLE CHINOIS. Anthologie rassemblée et traduite par Michelle Loi (éd. Hallier/Oswald)

Histoire

LES MISÉRABLES DANS L'OCCIDENT MÉDIÉVAL de J.L. GOGLIN (éd. du Seuil, Point-Histoire, 10 F) Malgré une approche insuffisamment attentive aux problèmes économiques et sociaux, cette étude permet de commencer à saisir les conditions de vie populaire en France comme dans d'autres pays, au Moyen-Age.

Pays de l'Est

«**SALAIRES AUX PIÈCES, OUVRIERS DANS UN PAYS DE L'EST**» du Hongrois Miklos HARASZTI (éd. du Seuil) Témoignage lucide, minutieux, calmement dénonciateur sur les conditions d'inégalité et d'oppression subies par les travailleurs dans les pays de l'Est. Un faisceau de preuves accablantes de la restauration du capitalisme.

Economie

L'INFLATION, MALADIE CHRONIQUE DU MONDE CAPITALISTE d'A. PANO (ouvrage publié en 1975 à Tirana ; CEDAS, 6 F, librairie N. Bethune 76 bd St Michel 75006 Paris) Clair et concis, ouvrage de vulgarisation sans pour autant être réducteur, il permet d'approfondir la réflexion sur la crise actuelle de la bourgeoisie.

Santé

LA SANTÉ EN CHINE. Brochure des Amitiés Franco-Chinoises. Insiste particulièrement sur le contenu de classe des choix qui président à cette politique de la santé en Chine socialiste.

Pour les jeunes

LE COEUR SOUS LA CENDRE de Pierre PELOT (éd. de l'Amitié, 13 F) Comment les vieux travailleurs sont rejetés de la société. Intéressant bien que trop pessimiste.

Pamphlet

Le pamphlet de Jacques Papinski contre l'administration de l'Éducation Nationale : «**LE BOUI-BOUI**»

En cette période de vacances scolaires pour les uns, de congés pour les autres, il est peut-être plus facile de trouver un moment pour lire. Un livre, cela peut aussi constituer le cadeau à offrir à des amis ou à des proches. C'est pourquoi nous vous proposons, à partir d'aujourd'hui et pendant quelques jours, un choix d'ouvrages qui nous paraissent mériter intérêt. Ce choix, bien sûr, n'est pas limitatif ; alors, n'hésitez pas à nous envoyer sans tarder vos suggestions.

CHRONIQUE DES FLAGRANTS DÉLITS de Christian HENNION (Stock) Les «Flags» au jour le jour : racisme, justice expéditive...

Témoignage

«...**TE VOILÀ UN ENNEMI DE LA CONSTITUTION**» de Peter SCHNEIDER (Flammarion, 30 F) Le témoignage d'un fonctionnaire allemand, victime de la loi sur les interdictions professionnelles.

Guide

GUIDE DES MÉDICAMENTS LES PLUS COURANTS du Docteur Henri PRADAL (Le Seuil, Points, Pratique) Efficacité réelle et inconvénients des médicaments. Cent médicaments font l'objet d'une fiche précise et documentée.

Récits

RÉCITS de Dimitri SHUTERIQUI (éd. de Tirana, 1969) **NUITS D'HIVER**, recueil de récits de Fatimi Gjata, Ismail Kadaré, Dutero Agolli, etc... (éd. de Tirana, 1970).

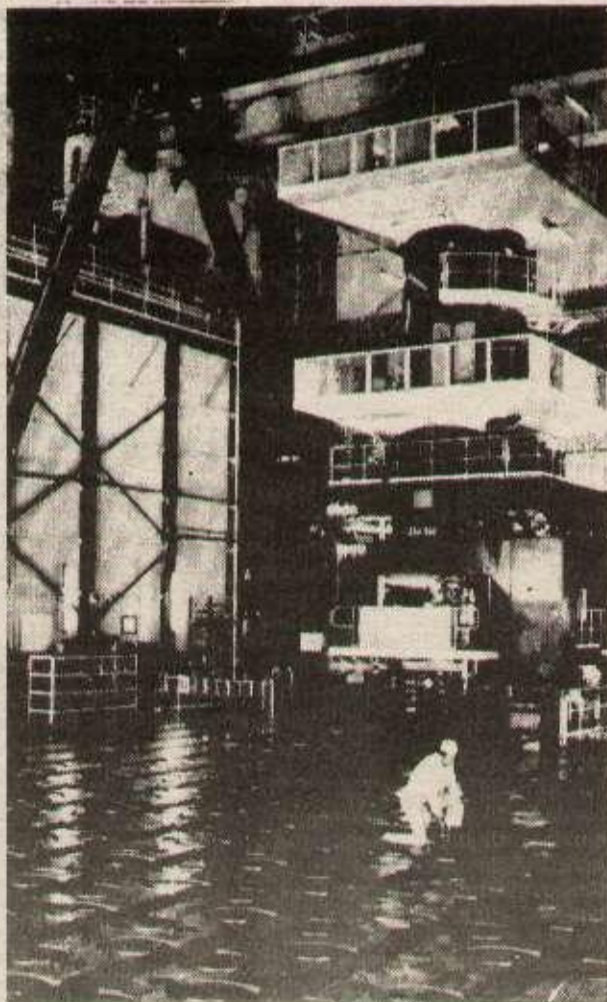
Vietnam

BRÈVE HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL DU VIETNAM. (éd. de Hanoi, 1976, 3,50 F) Une histoire de victoires et de luttes, dominée par la prestigieuse figure du camarade Ho Chi-Minh. Un livre qui s'impose tout particulièrement en ces jours qui ont vu la tenue du 4^e congrès du PTV, congrès de la réunification du pays.

Syndicat CFDT de l'Énergie Atomique : l'ELECTRONUCLÉAIRE EN FRANCE

Les travailleurs de l'énergie atomique, du CEA principalement sont certainement parmi les mieux placés pour parler sérieusement des problèmes posés par l'utilisation de l'énergie nucléaire aux centrales électriques, et tout particulièrement du programme gouvernemental. Le livre édité à l'initiative de la CFDT se présente comme le dossier le plus complet facilement accessible en France. Fondements théoriques, différentes filières, cycle du combustible, dangers des rayonnements ionisants, sécurité du nucléaire y sont abordés de façon bien documentée, et du point de vue des travailleurs. «Les détenteurs d'une technique apportent une information traitée afin de permettre à l'ensemble des travailleurs un choix éclairé», disent ses auteurs. Ils ont fait travail utile.

Ed. du Seuil, collection Points-Science. 18 F.



BONNET VEUT LA MORT DES PETITS VITICULTEURS

LES ÉCHECS DU PLAN BARRE

Suite de la une

D'ailleurs Barre lui-même est obligé de l'admettre puisqu'il déclarait le 21 décembre que l'objectif de 6,5 % de hausses des prix pour 1977 n'avait jamais été retenu par le gouvernement, mais qu'une inflation de moins de deux chiffres (c'est-à-dire de moins de 10 %) serait un succès de son plan. Pourtant tout le monde se souvient que dans son discours du 22 septembre, Barre a indiqué avec netteté que la progression acceptable des prix pour 1977 devait être de 6,5 %. S'il révisé maintenant autant les prévisions de hausse des prix, Barre n'accepte pas pour autant de remettre en cause le taux d'augmentation des salaires fixé par le gouvernement à 6,5 % justement. Les négociations dans la fonction publique et les secteurs nationalisés prouvent clairement que l'équipe Giscard-Barre, à défaut de stopper l'inflation, espère bien réussir sur un point : bloquer les salaires et réduire le pouvoir d'achat des travailleurs.

Quant aux résultats du commerce extérieur en décembre, ils confirment la fragilité de l'impérialisme français dans le monde. Au cours du premier semestre de cette année, le déficit du commerce extérieur a atteint cinq milliards de francs. Mais au cours du second semestre il s'élève à près de quinze milliards, soit trois fois plus. C'est la preuve de la dégradation rapide de la compétitivité de l'économie française face à ses concurrents. Pour masquer la cause véritable de ce déficit, la propagande gouvernementale met en avant les conséquences de la sécheresse et la facture pétrolière. Or la première explication ne vaut que pour environ un milliard et la seconde pour rien de tout, puisque la hausse du prix du brut n'a pas encore eu d'effet sur le prix des approvisionnements. Par contre, la dépréciation du franc a eu pour effet d'augmenter le prix des importations françaises et donc d'aggraver le déficit commercial ; d'autant plus que la baisse du franc n'a pas stimulé parallèlement les exportations.

Ainsi, le plan Barre qui avait parmi ses objectifs, de redresser la position concurrentielle de l'impérialisme français ne semble pas mieux réussir dans ce domaine que dans celui de la lutte contre l'inflation.

Suite de la une

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le problème de la « qualité » des vins dont se sert Bonnet pour justifier ses attaques contre les viticulteurs. Car lorsque le ministre part en guerre contre la « bibine », ce n'est pas en fait la satisfaction du consommateur qu'il a en vue. La preuve, c'est que Bonnet ne fait pas grand-chose contre

les importations massives de « gros rouge » italien qui font la fortune de gros négociants. Derrière la propagande sur les vins de qualité, sur les vins de pays, il y a la volonté de « restructurer » la

production viticole en éliminant les petites exploitations au profit de quelques centaines de grandes entreprises viticoles.

Face à une telle politique,



Au moment où Bonnet s'en prend avec violence aux viticulteurs, ils se rappellent que la bourgeoisie a assassiné l'un d'eux, Emile Pouytes, le 6 mars dernier à Montredon...

face à ces déclarations hargneuses du ministre de l'Agriculture, la réponse de Maffre-Baugé, président de la Chambre Régionale d'Agriculture du Languedoc-Roussillon, paraît bien modérée : « Je connais M. Bonnet comme un homme pondéré dans ses propos et je suis étonné de sa violence verbale ». Mais s'agit-il principalement d'une violence verbale ? N'est-ce pas la politique du gouvernement qui est un constant recours à la violence en chassant les

petits viticulteurs de leurs terres ? Maffre-Baugé se contente d'une position défensive : « aucun viticulteur digne de ce nom ne défend la « bibine ». Mais on se garde bien de parler des régions où le vin est chaptalisé légalement et illégalement par l'adjonction de sucre. Et tout le monde sait que ce n'est pas en Languedoc-Roussillon qu'on sucre les vins ». Cela plutôt que de dénoncer ce que cachent les discours sur la qualité : l'élimination des petits viticulteurs.

LA BIBINE D'IVAN LEVAÏ
«Chapeau, M. Bonnet», déclare le plumitif Ivan Levaï dans le journal chiraquien «Le Journal du Dimanche». Il ajoute «vous avez rompu avec les discours lénifiants et abstraits des électoralistes qui veulent plaire à tout le monde». Cette fois, Bonnet aura plu à M. Levaï. Ce n'est pas une référence !

«QU'ILS CRÈVENT !»

«La qualité paie parce que les consommateurs veulent de plus en plus de la qualité, et les pouvoirs publics sont décidés à aider ceux qui produiront des produits de qualité. Pour ma part, je bois du vin des Pyrénées Orientales et du Saint-Chignan. Je m'en trouve d'ailleurs fort bien. C'est pourquoi je me refuse à soutenir certains vignerons qui tirent deux cents hectolitres par hectare d'une affreuse bibine, dans les plaines, à grand coup d'irrigation. Si ces gens-là doivent crever, qu'ils crèvent !»

Parisien Libéré

Rencontre Amaury - Comité du Livre Parisien

Le Comité du Livre Parisien doit rencontrer aujourd'hui Amaury, le patron du «Parisien Libéré» chez le médiateur nommé par le gouvernement, au lendemain de l'expulsion des grévistes, des imprimeries qu'ils occupaient, par la police. Ce que réclamaient les dirigeants du Livre depuis près de deux ans se réalise enfin : Amaury accepte de négocier. Mais que va-t-il se négocier ? On sait que les dirigeants du Syndicat du Livre demandent qu'Amaury souscrive à l'accord-cadre signé avec les autres patrons de presse.

Cet accord prévoit plusieurs centaines de licenciements avec ou sans reclassement dans le secteur. Amaury a récemment fait connaître ses positions, il n'accepterait de reprendre qu'entre 3 et 10 ouvriers sur plus de 500 dans ses imprimeries ! Si les négociations s'engagent sur ces bases, on peut facilement imaginer ce qui risque d'en sortir, à coup sûr des licenciements.

Les précédents reculs des dirigeants du Livre doivent inciter les travailleurs du P.L. à la vigilance, les négociations qui s'ouvrent

aujourd'hui augurent mal de l'issue de la lutte.

Il reste que les travailleurs du Parisien Libéré n'ont pas mené deux ans de lutte pour un tel résultat. Ils montrent leur détermination à refuser tout licenciement en poursuivant la lutte depuis leur expulsion des imprimeries. Depuis, ils ont manifesté devant l'Élysée où ils ont été sauvagement matraqués par les flics ; à plusieurs reprises, les torchons d'Amaury ont jonché le pavé par milliers. Ils ont établi des liens avec les grévistes des Caisse d'Épargne, de la Belle Jardinière...

Expulsés à la fin de l'office de Noël

L'étroite coopération policière franco-espagnole

Dans le cadre de l'étroite coopération policière franco-espagnole, la police française a procédé à l'expulsion des militants basques qui occupaient la cathédrale de Bayonne et l'église de Port Joinville (Ile d'Yeu).

Les basques qui occupaient la cathédrale de Bayonne avaient déjà été expulsés le jeudi 23 décembre. Ils étaient revenus dans la cathédrale pour y achever leur grève de la faim. Ils ont été à nouveau expulsés samedi matin à deux heures à la fin de l'office de Noël. Les réfugiés basques déportés à l'île d'Yeu qui occupaient l'église Notre Dame du Port depuis jeudi soir en accord avec l'abbé Grindeau, ont été expulsés également. Deux des réfugiés de l'île d'Yeu ont pu obtenir de regagner leur domicile dans les Pyrénées atlantiques. Nul doute que «ce coup de main» de Giscard à Carlos ne contribue à resserrer leurs relations...

Les patrons sont moroses

ILS NE CROIENT PLUS AU PLAN BARRE

Chaque mois l'INSEE sonde les industriels afin de connaître leurs prévisions pour les mois à venir en matière de production, de commandes, de ventes et d'évolution des prix. En général ce sondage donne un reflet assez fidèle des intentions des patrons. Le dernier sondage confirme que les industriels s'attendent à une récession importante de la production dans l'ensemble des secteurs de production. Les carnets de commandes sont à leur niveau inférieur, tandis que les stocks augmentent. La production demeurant supérieure aux ventes, les stocks des produits finis devraient continuer à se gonfler. En conséquence, la plupart des industriels interrogés prévoient une baisse de leur production.

Le pessimisme des patrons ne concerne pas seulement la production, mais également l'évolution des prix. La majorité d'entre eux pense que la hausse des prix va se poursuivre au rythme actuel (0,9 % selon l'indice officiel). Si le pronostic des patrons sur la baisse de leur production est logique, dans la mesure où le plan Barre est un plan de récession, par contre leurs prévisions sur les prix montrent qu'ils ne croient plus que la récession permettra de modérer l'inflation.

Or c'était un des principaux objectifs immédiats du plan Barre. Il reste l'autre volet du plan, la restructuration, qui lui par contre semble bien commencer à se concrétiser : les licenciements, les fermetures d'entreprise, le chômage partiel continuent de plus belle.

LIÉVIN : HOMMAGE AUX 42 mineurs

La section de Liévin du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste rend hommage aux 42 mineurs envoyés à la mort par la politique de profit des Houillères, le 27 décembre 74, à la fosse 3 de Liévin.

Ses militants et ses sympathisants se rassemblent lundi 27 à 17 h 30 devant la stèle, édifiée il y a un an devant le carreau de la fosse 3. Ils appellent la population à se joindre à cet hommage.

● La maternité des Lilas est menacée de fermeture. Cet établissement qui pratiquait l'accouchement sans violence (méthode Leboyer) et qui essayait de traiter les clientes non comme des «objets de soins» mais comme des «êtres conscients» connaît des difficultés financières et politiques. La direction de l'établissement, hostile au type de médecine pratiquée, semble en effet décidée à en obtenir la fermeture.

● LES FASCISTES ONT ENCORE FRAPPÉ : Dans la nuit du 23 au 24 décembre, trois cocktails molotov ont été lancés contre les locaux de l'UD CGT de Seine-et-Marne à Melun, provoquant de graves dégâts. Les syndicats appellent à une manifestation pour le lundi 27 décembre à 11 heures à Melun, contre ce nouvel attentat fasciste et l'impunité dont bénéficient les auteurs.

● La mort du prince de Broglie n'est toujours pas éclaircie. Le prince a été abattu alors qu'il sortait d'un immeuble de la rue des Dardanelles à Paris, par un homme qu'il connaissait. Un homme d'affaires allemand qui fréquentait le prince est actuellement interrogé. Affaire d'escroquerie, affaire de mœurs, ou crime politique, la police ne veut pas donner d'éléments dans cette affaire. Quant au «Club Charles Martel» qui a revendiqué l'attentat, organisation fasciste (notamment responsable d'attentats contre Air Algérie) et le consulat d'Algérie, son rôle dans l'affaire n'est pas encore prouvé, bien que De Broglie ait été «l'homme d'Évian» à la veille de l'indépendance de l'Algérie.

mars

1er mars : En lutte contre les importations, des viticulteurs de l'Hérault sabotent les cuves et les citernes des établissements Ramel, à Meximieux (Ain). ... 2 mars : Conseil ministériel sur « la réforme de l'entreprise ». ... 4 mars : Les CRS tuent un viticulteur, Emile Puyotes, à Narbonne. ... 7 mars : 1er tour des cantonales : abstentions : 34,6 % ; ... 11 mars : grève illimitée, avec occupation, chez Hoover (Dijon). ... 15 mars : La flotaison du franc est décidée ; c'est une dévaluation, camouflée qui traduit l'affaiblissement économique de l'impérialisme français. ... 20 mars : Liévin : débat sur la justice avec le juge Pascal. ... 21 mars : Père-Lachaise, à Paris, à l'appel du PCRMi et de l'UCJR, 5000 travailleurs manifestent pour l'offensive ouvrière et le socialisme.

1976: en parcourant le Quotidien du Peuple

ILS ONT TUÉ !

Jeudi 4 mars, à 15 h, près de Narbonne, au pont de Montredon, un millier de viticulteurs barrent la voie ferrée pour obtenir la libération de leurs camarades interpellés. Les CRS les assaillent et tirent sur eux au pistolet mitrailleur. Un viticulteur, Emile Puyotes, est tué sur le coup ; de nombreux autres sont blessés, trois semaines après l'assassinat par les CRS à Epinal, de Michel Boyé, agriculteur.

À l'appel des comités d'action viticole, ils seront 30 000 à l'enterrement d'Emile Puyotes, à Arquettes en Val (Aude), là où celui-ci exploitait un petit vignoble. C'est un démenti cinquant au propos du gouvernement, sur « une poignée d'émeutiers ».

À la revendication des viticulteurs de pouvoir ven-



LA CLASSE OUVRIÈRE À L'OFFENSIVE

LA POLICE DE JUAN CARLOS ASSASSINE A VITORIA !

Le 3 mars, à Vitoria, au pays basque, la police ouvre le feu sur une manifestation populaire, qui sortait d'une église : on relève quatre morts et des dizaines de blessés. Le régime espagnol ne tolère pas l'ampleur prise par les luttes des peuples d'Espagne depuis le début de l'année 76, luttes qui touchent de nouvelles couches populaires. Aux grèves ouvrières, se joignent les luttes de quartier (associations de voisins). A Madrid, les manifestations étudiantes se multiplient, et même les employés des ministères se mettent en grève. Le mouve-

Mouvement étudiant «NI CHÔMEURS, NI CADRES AU SERVICE DES PATRONS !»

En mars, plus de vingt universités sont en grève dans toute la France. À la différence des années précédentes, le mouvement étudiant ne se cantonne pas à des revendications purement corporatistes, au contraire il prend de plus en plus nettement pour cible, les tentatives du patronat d'adapter plus étroitement l'université à ses besoins. En plusieurs endroits, les étudiants rejettent le contrôle des états-majors du programme commun de la gauche et de leurs appendices syndicaux étudiants, se solidarisent massivement avec les luttes ouvrières.

Le 17 mars, des dizaines de milliers d'étudiants sont dans la rue. Ils manifestent au cri de : « Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat ! ». « Flacs, patrons, hors des facs ! ». Pour imposer la réforme Soisson, le gouvernement a en effet, envoyé les CRS occuper plusieurs facultés. En plusieurs endroits, comme boulevard Raspail à Paris, les étudiants affrontent les CRS. La presse aux ordres du pouvoir tente d'isoler les étudiants, en dénigrant les « semeurs de troubles », les « brûleurs de voitures de mai 68 ». Le PCF n'hésite pas à reprendre des calomnies similaires. Mais, le pouvoir qui a fait assassiner deux paysans et dépeché ses CRS contre

PALESTINE JOURNÉE DE LA TERRE

Pour la première fois depuis 1948, les manifestations se déroulent dans toute la Palestine occupée, contre la colonisation sioniste, qui chasse le peuple palestinien de sa terre. La Journée de la Terre est la Journée de toute la terre palestinienne. Les comités populaires ont préparé les manifestations de cette journée aussi bien en Cisjordanie et à Gaza, occupées depuis 67, qu'en Galilée, et dans le Negev, occupées depuis 1948. Cette unité du peuple palestinien à l'intérieur même des territoires occupés, ébranle l'État d'Israël. Depuis novembre 75, les manifestations ont été incessantes. Les étudiants, les élèves des écoles de Naplouse ont affronté l'armée, la population de Hébron, de Jérusalem, est

jours qui suivent, tout le midi viticole est quadrillé, placé en quasi état de siège. Prenant prétexte, huit jours après Montredon, de la découverte à Toulouse de deux corps dénichés, par explosifs à proximité de la caserne où s'est déroulé l'enterrement d'un CRS, toute une campagne de presse vient appuyer la vague de répression, pour justifier la chasse aux dirigeants viticoles. Avec l'intervention des CRS contre les usines en grève, le licenciement et l'inculpation de délégués syndicaux, la répression contre la CFDT sous prétexte de menées anti-militaristes, l'action contre les viticulteurs est une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques.

LA CLASSE OUVRIÈRE À L'OFFENSIVE

Grèves tourmentées, usines occupées, manifestations de rues : à la mi-mars, les protestations de la classe ouvrière contre la politique de crise, contre les cadences et les licenciements, pour les salaires, se multiplient. Parmi ces luttes : — Rhône-Poulenc : après la séquestration du patron à l'usine de Péage de Roussillon, c'est tous les travailleurs du trust qui ont fait grève contre les 4 000 licenciements prévus. — Réhault, à Fougères : déjà un mois de grève contre les licenciements. — Bourgogne - Electronique : Les ouvriers réclament les 400 F pour tous. — Peugeot-Mandeure : les ouvriers sont en grève pour 300 F pour tous et la réduction des cadences. — A Michelin, les grèves tournantes gagnent tout le trust. — General Motors, à Strasbourg : c'est la grève depuis le 4 mars contre les cadences et pour 250 F pour tous. — Câbles de Lyon, à Reims : la grève se mène contre les nouvelles classifications. — SNAV (Vénissieux) : grève avec occupation de l'atelier «containers». Parmi les revendications : « le respect de l'ouvrier ».

A l'heure de la «réforme de l'entreprise» CINQ OUVRIÈRES ASSASSINÉES À CLÉRIEUX !

Le lundi 12 avril, à Clérieux dans la Drôme, entre Tain l'Hermitage et Romans, les cinq mille travailleurs qui étaient rassemblés pour les obsèques des cinq ouvrières assassinées dans la poudrière du village quatre jours plus tôt, ne pouvaient pas évoquer sans colère qu'au moment même de l'explosion meurtrière dans l'atelier de séchage des amorces de la manufacture, Giscard mettait la dernière main à sa « grande réforme ». Une « réforme » qui était destinée à introduire une révolution dans les condi-

UNE ANNEE DE LUTTE

GRÈVE DES FOYERS SONACOTRA

Sonacotra. A ce nom est lié, dans le cours du mois d'avril, l'une des plus basses attaques de Poniatowski contre la classe ouvrière, le retour des encercllements de foyers par les bandes policières, des rafles à l'heure du laitier, pistolet au poing, la porte fracturée au marteau et au burin. Seize ouvriers immigrés expulsés dans l'heure qui suit, ce vendredi 16 avril.



ESPAGNE : L'essor du mouvement de masse

« Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte ! », « Liberté », « Amnistie » : ce sont des milliers de travailleurs qui, à Madrid, à Barcelone, ont fait retentir ces mots d'ordre exprimant leur détermination à en finir avec le fascisme. Ces puissantes manifestations du 3 et 4 avril sont suivies d'un grand mouvement de grève dans toute la Catalogne : 100 usines en lutte dans

LIP 76 : L'EMPLOI À NOUVEAU EN PÉRIL !

Le 8 avril, le bilan de Lip est à nouveau déposé, l'usine, une nouvelle fois en liquidation. Ce n'est pas une surprise : cela fait de nombreuses semaines que les déclarations des différents administrateurs le préparaient : « Lip chômeur, bien sûr ! ». De nombreuses entreprises de France, les lettres de soutien affluent. « Lip se bat pour tous les travailleurs », ce mot d'ordre de 73 n'est pas resté lettre morte, et la classe ouvrière dans son ensemble, s'est approprié les acquis de cette lutte exemplaire. Pourtant, en ce mois d'avril, les choses ne sont pas si claires. Faut-il rester « à son poste de travail » ou organiser la lutte sans attendre ? La réponse tardera à venir. Faut-il se battre pour affirmer que « Lip est viable » ou partir du point de vue que « ce qui compte, c'est les Lip plus encore que Lip », comme l'affirme un

tions de travail de la classe ouvrière : la réforme Sudreau, dite « réforme de l'entreprise ». Travail à la carte, élargissement des tâches, horaires libres, tout dans cet attirail sentait le poli dramatique d'un appel à la collaboration de classes qui n'ose pas dire son nom. A Clérieux, la mort des cinq jeunes ouvrières carbonisées dans leur usine « pour la production » venait rappeler indûment que le seul avenir pour le peuple travailleur, c'est la disparition de cette société d'exploitation.

avril

1er avril : Liban : les forces progressistes et palestiniennes imposent un nouveau cessez-le-feu. Remous dans l'empire Peugeot : les ouvriers de Peugeot-Valentigney viennent soutenir les grévistes des Cycles attaqués par les flics. La réunion du Conseil de l'Europe se clot sur un constat de blocage, sur un échec marquant de la politique de Giscard.



Liban : la population fuit les bombardements phalangistes.

3 avril : A Béziers et Carcassonne, plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre la répression. 50 000 manifestants contre l'occupation policière à Madrid et Barcelone. Sadate à Paris : l'Égypte se tourne vers l'Europe. 5 avril : Reprise de la grève dans de nombreuses universités. Pékin : incidents sur la place Tien An Men. Incendie à la raffinerie Antar près de Nantes : cinq morts. 6 avril : A Paris, rassemblement sur les boulevards des délégations d'usines en lutte. Sans perspectives... 7 avril : Angleterre : Callaghan le travailliste lance le plan d'austérité. Chine : Teng Siao-ping démis de ses fonctions. Hua Kouo-feng nommé premier vice-président du Comité Central du Parti Communiste Chinois et premier ministre (par le Comité Central du Parti Communiste Chinois). 8 avril : Journée nationale d'action contre les licenciements dans tout le trust Rhône-Poulenc. Dépot de bilan de Lip prononcé par le tribunal de commerce de Paris. 9 avril : Explosion dans une usine de poudres à Clérieux (Drôme) : six ouvrières assassinées. Peugeot absorbe Citroën. Italie : Un million de demi de grévistes pour l'augmentation des salaires, contre les licenciements. 1,4 million de francs ! C'est le cadeau de l'État aux patrons de la Sidérurgie. 11 avril : Les travailleurs du Parisien Libéré, de Rhône-Poulenc (St Quentin) et Usinor-Trith interrompent la course cycliste Paris-Roubaix ! Bourgogne-Electronique (Dijon) : la direction contrainte de s'asseoir à la table de négociation. 12 avril : Renault-Séguin : quatrième semaine de grève des ouvriers du secteur carter-cylindre. Elections municipales en Cisjordanie : recul des notables jordaniens soutenus par les autorités sionistes. 13 avril : Saunier-Séte menace les étudiants. Report du procès de Mohammed Diab. Les Lip engagent la popularisation. Espagne : vague d'arrestations au pays Basque. L'armée syrienne intervient avec six mille hommes sur le territoire libanais. 14 avril : Portugal : le gouvernement socialiste fait tuer un manifestant à Bôja. Bourgogne-Electronique : les travailleurs bloquent la direction à St Apollinaire et la force à revenir sur une tentative de coup de force. 15 avril : Grève générale à l'université. Des dizaines de milliers d'étudiants manifestent. Sonacotra : dix-huit travailleurs sont expulsés au petit matin par Poniatowski. 16 avril : Un mineur est tué à Liévin. 18 avril : Pampelune (Espagne) : un patriote basque assassiné. Palestine occupée : un enfant tué par balles. 19 avril : Bourgois (Besançon) : quatre travailleurs en correctionnelle pour fait de grève. 20 avril : Chirac met en place un comité chargé d'étudier les formes violentes de la délinquance. Ponomarev, membre du politburo du PCUS, attaque les partis révisionnistes occidentaux. Bourgogne-Electronique : reprise du travail après cinq semaines de grève avec 250 F d'augmentation ! 21 avril : PTT-Paris Brune : grève contre le démantèlement. A l'assemblée, Ponia justifie l'expulsion des délégués des foyers Sonacotra et traite les immigrés de criminels. 22 avril : Les élèves des lycées et CET en grève depuis plusieurs jours manifestent contre l'école bourgeoise et le chômage. SNIAS (Châteauroux) : trente-deux délégués passent en référé : la bourgeoisie renonce à les condamner devant l'ampleur de la mobilisation des travailleurs. Hoover (Dijon) : 235 licenciements annoncés. Bourgogne-Electronique : la direction parle de vingt-cinq licenciements. Hollande : un journal publie les pots de vins lockhead touchés par le prince Bernhard, mari de la reine. 24 avril : Des milliers de manifestants contre l'expulsion des délégués Sonacotra. 25 avril : Election au Portugal dans la déception : le PS continuera à gouverner. 26 avril : Merlebach : un mineur tué. Geisel président de la dictature fasciste du Brésil, rend visite à Giscard. Espagne : grèves dans tout le bâtiment. 27 avril : Ouverture du deuxième procès Goldmann. Journée ville-morte à Châteauroux contre la fermeture de la SNIAS. Affaire Agret : Alors qu'il est à son 37e jour de grève de la faim, Lecanuet envoie son dossier en cassation. Gromyko rend visite à Giscard. 23 ouvriers de Bourgogne-Electronique reçoivent une lettre de la direction concernant son intention de les licencier. 29 avril : Plus de cent mille manifestants à Montpellier pour réclamer la libération d'Albert Taysiers, pour « travailler et vivre au pays ».

INTERNATIONAL

NOËL EN IRLANDE

Noël en Irlande, c'est l'occupation britannique qui continue... Cela n'empêche pas la reine Elizabeth dans son «message de Noël», rempli d'hypocrites bavardages sur la «paix», de rendre hommage au mouvement collabo dit «Mouvement des femmes pour la paix» (Women's peace).

Ces remerciements de la représentante couronnée de l'impérialisme britannique sont révélateurs de la nature de ce mouvement qui se prétendait neutre et apolitique.



Chantage atomique de l'URSS contre les peuples

Dans un article de mercredi dernier, la Pravda reproche à la Chine, à la France et à d'autres pays de ne pas avoir signé le traité de non-prolifération nucléaire. Le journal du régime de

Brejev exige un contrôle accru sur les activités nucléaires de tout pays, même s'il n'a pas signé le traité de non-prolifération : «L'URSS désire que tous les exportateurs de matériels nucléaires

suivent en cette matière des normes très sévères afin d'empêcher toute possibilité de prolifération des armes nucléaires».

Cette position intervient après les pressions exercées par Kissinger contre la vente d'une centrale nucléaire de retraitement par la France au Pakistan, et qui ont abouti à un recul de Giscard. Les positions des deux super-puissances coïncident sur ce point : sous prétexte de lutter contre la «prolifération» et le «danger de guerre», il s'agit pour le social-impérialisme, comme pour l'impérialisme US de soumettre les peuples au chantage atomique, d'organiser la dissémination par des fuites calculées quand cela leur est nécessaire.

● BOUKOVSKI : TOUT S'EXPLIQUE

Lapresse du régime de Brejev a attaqué très violemment Boukovski. Il serait un «individu à moitié illettré qui a pu difficilement terminer ses études secondaires et a été exclu de l'université». Les journaux russes ajoutent que c'est «un agent stépendiel étranger».

URSS, Pologne : nouvelles arrestations

A Varsovie, la police a effectué des perquisitions chez plusieurs membres du «Comité de Défense des ouvriers», organisation d'intellectuels polonais qui s'est chargée de faire connaître la répression dont sont victimes les travailleurs d'Ursus et de Radom. Des documents ont été saisis et des membres du comité gardés à vue pour interrogatoire.

A Léningrad, la poétesse Youla Voznessenskaïa, soupçonnée d'avoir peint des slogans contre le régime de Brejev sur les murs de la ville, a été arrêtée. Elle doit passer en jugement pour «diffusion de publication calomniant le système soviétique».

URSS : supériorité des forces aériennes

Selon l'annuaire de l'aéronautique mondiale Jane's, le déséquilibre entre les forces aériennes de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie n'a cessé de s'accroître : il souligne notamment la supériorité du bombardier supersonique Backfire soviétique sur les bombardiers américains. Les États Unis entreprennent actuellement la construction du bombardier B1 supersonique pour tenter de rattrapper leur retard dans la course aux armements.

Espagne

Après l'arrestation de Carrillo

LE DIALOGUE CONTINUE

Carrillo et les autres dirigeants du PCE qui ont été arrêtés mercredi ne seront pas expulsés ou assignés à résidence, mais ils ont été inculpés pour «association illégale». Cette accusation pose publiquement le problème de la légalisation du PCE, ce que souhaitent les révisionnistes. Si les manifestants pour la libération de Carrillo ont été durement réprimés à Madrid, où la police a tiré sur eux des balles en caoutchouc, les relations entre la direction du PCE et le gouvernement de Suarez restent courtoises. Le Comité Exécutif du PCE avait d'abord mis en garde Suarez contre une «grave crise dans le processus de démocratisation», mais vendredi, le ton était déjà différent : Ramon Tamames, qui avait été reçu par le chef de cabinet de Suarez, a déclaré que «Le PCE ne voulait pas augmenter le déséquilibre politique». Le même jour,

Suarez recevait deux représentants de l'opposition démocratique pour réaffirmer sa «volonté de négociation» et son «esprit de collaboration avec l'opposition».

Ainsi, l'arrestation de Carrillo, si elle peut satisfaire les plus fervents partisans du franquisme orthodoxe, ne signifie pas une remise en cause du processus d'instauration d'une démocratie bourgeoise : quelle que soit la solution envisagée (acquiescement ou peine amnistiée), le problème de la légalisation du PCE devra être résolu rapidement, avant les élections.

Il s'agit, pour le vernement de Suarez d'engager le PCE, comme le reste de l'opposition, au jeu politique bourgeois. Le remplacement des dirigeants de la police va dans le même sens. Il lui faut unifier complètement le camp de la bourgeoisie pour mener cette politique.

Liban

POUVOIR SPÉCIAUX

Le gouvernement libanais a obtenu de la majorité du Parlement les pouvoirs spéciaux qui vont lui permettre de gouverner par décret. Les journaux, déjà occupés par les troupes syriennes, devront être soumis à la censure.

Au Sud Liban, alors que les sionistes ont fait une propagande sur leur prétendue volonté de paix en invitant des Libanais à des cérémonies religieuses pour Noël ils ont continué leur agression, bombardant les positions de la Résistance Palestinienne et des forces patriotiques.

Noël en prison

● ALLEMAGNE :

Quatorze membres du groupe Baader-Meinhof font une grève de la faim depuis le 23 décembre pour protester contre le régime d'isolement total auquel sont soumises cinq détenues politiques à Lübeck.

● URSS :

Comme l'avait annoncé Boukovski, trente prisonniers politiques ont commencé une grève de la faim illimitée, pour le rétablissement de leurs droits en matière de lecture et de courrier.

● CHILI :

Alors que Pinochet prétend ne plus détenir qu'un seul prisonnier politique, et qu'en fait, des milliers sont internés ou ont disparu, huit dirigeants syndicaux ont été arrêtés la semaine dernière.

USA

CARTER : LA DERNIÈRE BROUETTE

Carter a complété jeudi son cabinet en nommant Sorensen à la tête de la CIA aux Affaires Étrangères et Schlesinger aux Affaires Énergétiques.

Alors que Carter n'a cessé de promettre un renouveau et une renaissance pour les USA pendant sa campagne électorale, son choix s'est porté sur de vieux chevaux de retour des équipes de Johnson et de Kennedy qui n'ont manqué aucun des mauvais coups et des sales guerres de cette époque (Cuba, Vietnam, Saint Domingue).

Sorensen, ancien conseiller de Kennedy, prend la direction de la CIA après que les «méthodes secrètes» de la centrale d'espionnage américaine aient été mises en cause pendant la campagne électorale. Il a déclaré que les opérations secrètes n'avaient lieu que dans «des circonstances extraordinaires» et qu'elles devraient être «acceptables par le Congrès», ce qui ne fait que confirmer la nouvelle politique de l'impérialisme après la guerre du Vietnam, qui est d'éviter toute intervention trop ouverte. Schlesinger, ancien secrétaire d'État à la Défense de Ford, qui avait quitté son cabinet parce qu'il lui reprochait d'amputer le budget militaire, revient à un poste créé spécialement pour lui, celui des affaires de l'énergie. La nomination de Schlesinger montre l'importance capitale accordée aujourd'hui au problème de l'énergie, objet d'affrontement avec les impérialismes secondaires, notamment en ce qui concerne le pétrole et l'uranium.

Afrique Australe

● AFRIQUE DU SUD : DEUIL A SOWETO

Quatre cents jeunes et travailleurs africains ont été assassinés et deux mille blessés par la police raciste à Soweto, Alexandra et au Cap. Noël n'a pas été un jour de fête en Afrique du Sud : le Conseil Représentatif des étudiants de Soweto avait appelé à un boycott : Noël a été un jour de deuil.

● BOTSWANA : PLAINTE A L'ONU

A la suite de nombreuses agressions dont il est victime de la part du régime raciste de Rhodésie, le Botswana a demandé une réunion urgente du Conseil de Sécurité pour discuter de ces graves actes d'agression commis par le régime de Smith sous prétexte que le Botswana aide les patriotes du Zimbabwe et accueille des réfugiés.

● ZIMBABWE : MUGABE EN ROUMANIE

Mugabe, dirigeant du ZANU (Union Nationale du Zimbabwe) était en visite officielle en Roumanie, la semaine dernière. Mugabe s'est entretenu avec le président Ceausescu. Celui-ci a réaffirmé le soutien de la Roumanie afin que le peuple du Zimbabwe «gagne son indépendance nationale aussi vite que possible, se développe librement, sans ingérence extérieure, sur la voie du progrès économique et social».

● MADAGASCAR : DÉLÉGATION DE L'OLP

Le ministre malgache des Affaires Étrangères a reçu, mercredi, une délégation de l'OLP, conduite par Salman El Harfi. Celui-ci a réaffirmé la gratitude de l'OLP à Madagascar pour son soutien à la cause du peuple palestinien.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaires...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gaïes Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimiesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien .. 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 324 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

feuilleton

Editions Buchet-Chastel

325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

78^e épisode

Busard pensa qu'il avait probablement oublié de replacer le coupe-circuit.

Il alla au plus pressé, à la machine entièrement automatique qui continuait d'appeler au secours. L'injecteur était obstrué par un téton; il le dégaga, puis gratta la matière qui avait collé au moule. Il rétablit le courant, la machine se remit en marche et les gobelets du même bleu que les yeux de Marie-Jeanne recommencèrent de glisser sur le plan incliné.

Busard avait perdu dix minutes. Soixante carrosses de moins s'étaient inscrits au compteur de la presse. S'il perdait encore du temps, même une minute, il risquait l'amende. Pour compenser l'amende, il devrait faire un poste de plus. La *quille* ne serait pas pour demain.

Il déclencha la manette-maitresse, ouvrit le moule par le dispositif à main, retira les derniers carrosses moulés, renclencha. Le moule se referma, le piston se remit en route.

Busard travaillait maintenant grille levée. « Je ne me rappelle pas ne pas avoir rétabli le coupe-circuit, se disait-il. Je ne me rappelle pas non plus l'avoir rétabli. Peut-être l'ai-je rétabli, mais il ne fonctionne plus. Est-ce possible qu'il ne fonctionne pas? Les courants électriques sont sournois; ils finissent toujours par passer quelque part. Ce qui est sûr c'est que le courant passe, même quand la grille est levée. J'ai pourtant rétabli le coupe-circuit. Non, je ne l'ai pas rétabli. Oui, je l'ai rétabli. Je ne sais plus. »

Il détacha, trancha, sépara, jeta, guetta le voyant.

Le petit temps gagné, à ne pas lever et baisser la grille, lui fit le même effet que quand on pose un fardeau. Il était plus léger, il respirait mieux. Mais il pensait : « Je dois arrêter la presse et remettre le coupe-circuit. »

Il sentait cela très vivement. Il savait tout du danger de travailler sans dispositif de sécurité. Rien qu'à y penser, il sentait dans sa main le broiement du moule qui se referme. Mais il se dit aussi :

« Si je remplace le coupe-circuit, je perds plus d'une minute, j'ai l'amende et je n'aurai pas fini demain à huit heures. »

C'était absurde. Qu'il fabrique 201 780 carrosses au lieu de 201 960, qu'il gagne 324 700 francs au lieu de 325 000, cela ne pouvait plus rien changer à son destin. Il aurait même pu quitter l'atelier immédiatement. Il avait déjà gagné la caution exigée par le propriétaire du snack-bar. Le calcul n'était pas à quelques centaines de francs près. Mais c'était la dernière chose qu'il pût avoir la présence d'esprit de penser. Depuis six mois et un jour, tout son comportement était réglé sur un but unique : fabriquer 201 960 carrosses-corbillards, en 2 244 heures de travail, pour gagner 325 000 francs. S'il avait conçu qu'il était possible de transgresser, il y a longtemps qu'il aurait déclaré forfait. Il se dit encore :

« Si j'ai remplacé le coupe-circuit, c'est le système qui est détraqué. Je dois stopper, attendre huit heures du matin, attendre que les mécaniciens aient réparé, attendre combien d'heures? combien de jours? »

Il trancha, sépara, jeta, guetta que le voyant s'allume, détacha les carrosses jumelés...

« Je vais me faire pincer les doigts. Je ne dois pas me faire pincer les doigts. »

Il mit une extrême attention dans son travail.

Le moule restait ouvert dix secondes. La main ne restait engagée dans le moule que quatre secondes.

Il accéléra le mouvement. C'était le plus sûr. Il compta les secondes à haute voix. Il parvint à détacher les carrosses en trois secondes, puis en deux secondes et demie. Il se gagna ainsi une marge de sécurité, de sept, puis de sept secondes et demie.

S'il avait eu la petite boîte de maxiton que naguère il laissait toujours dans la poche de son bleu... Mais depuis la nuit chez Jambe d'Argent, il s'était interdit de reprendre du maxiton. Il avait attribué à l'excès de maxiton la fringale qu'il avait eue, après le premier verre de rhum, d'en boire coup sur coup beaucoup d'autres. Il avait souffert de maux de tête pendant deux jours...

Maintenant, il regrettait amèrement d'avoir jeté la boîte de maxiton dans le massif d'hortensias, devant le baraquement de Marie-Jeanne.

Il compta de nouveau les secondes. Il continuait de détacher les carrosses en deux secondes et demie, trois secondes...

(à suivre)

LUNDI 27 DÉCEMBRE

TF 1

- 13 h 00 - Journal
- 13 h 35 - La petite maison dans la prairie - feuilleton
- 14 h 25 - Les visiteurs de Noël
- 16 h 00 - Restez donc avec nous
- 18 h 25 - Pour les jeunes
- 18 h 55 - Festival Tom et Jerry
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 45 - Mini-chronique
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - «Les dégourdis de la onzième», film français de Christian Jacque (1937)
- 21 h 50 - Petrouchka, scènes burlesques en quatre tableaux d'Igor Stravinski et Alexandre Benois
- 22 h 30 - Journal

A2

- 12 h 45 - Journal
- 13 h 05 - La France à villages découverts
- 13 h 35 - T.V. Régionale
- 13 h 50 - Chanteurs et musiciens des rues
- 14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2

- 16 h 55 - Ciné-Club : «Antoine et Antoinette», film français de Jacques Becker (1947)
- 18 h 20 - Au cœur des choses : le théâtre
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Un chef d'œuvre du Louvre
- 19 h 45 - La caméra invisible
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Music Hall
- 21 h 40 - Des parts de lumière : la guide et l'enfant
- 23 h 00 - L'âme des poètes
- 23 h 15 - Journal

FR 3

- 18 h 45 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Magazines Régionaux
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Tribune Libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 h
- 20 h 35 - «Certains l'aiment chaud», film américain de Billy Wilder (1959) en version française
- 22 h 30 - Journal

Les petits producteurs de lait face à la crise

LA GUERRE DU LAIT

L'ÉVEIL D'UNE CONSCIENCE DE CLASSE DANS LA PAYSANNERIE

La guerre du lait s'est déclenchée en 1972, à un moment où le capitalisme financier menait l'offensive pour faire de la Bretagne un bassin laitier, alors qu'elle était traditionnellement une région de polyculture-élevage, tournée vers les céréales. Depuis les années 60, le processus de «reconversion» de la Bretagne était enclenché, mais c'est dix ans plus tard que les effets de la pénétration massive du capital financier et industriel se font sentir dans la paysannerie. C'est dans ce contexte que des militants paysans appartenant à la minorité CNJA, issue du Congrès de Blois en 1970 ou venant de fédérations départementales du Finistère ou du Morbihan, mènent, pendant deux hivers consécutifs (70-71 et 71-72) une campagne d'explication et de mobilisation autour des thèmes suivants : il faut en finir avec l'idéologie du chef d'entreprise et réclamer aux firmes privées comme aux coopératives, la rémunération du travail. Les producteurs de lait, rassemblés dans des réunions, discutaient du paiement du lait au prix de revient, de la rémunération du travail, du rôle des coopératives, qui dans le système actuel jouent le même rôle que les firmes privées.

En mars 1972, éclate au Joint Français, à Saint Briec, une grève qui durera huit semaines. Des comités de soutien se créent dans les Côtes du Nord mais aussi dans les autres départements de Bretagne. Les paysans y jouent un rôle très important. La grève au Joint Français a permis aux paysans bretons qui «rencontraient» la lutte de la classe ouvrière, de reprendre à leur compte certaines de ses initiatives et de ses actions (comme la lutte directe contre les patrons des entreprises laitières).

Mais il fallait une goutte d'eau qui fit déborder le vase et c'est Bruxelles qui la fit tomber. En effet, le système du prix indicatif moyen mis en place alors, faisait qu'il y avait, cycliquement, une baisse du prix du lait en été, culminante en mai-juin, et une hausse en hiver, culminante en décembre-janvier. En avril 1972, Bruxelles annonce le relèvement du prix du lait, alors qu'au même moment le prix baisse à la production : les paysans s'aperçoivent, en recevant la paye du lait du mois d'avril, que les laiteries ont baissé le prix du lait de 4 centimes (56 centimes au lieu de 60). Aussitôt, la colère des producteurs éclate et se déclenche alors des luttes sous de nouvelles formes, issues des discussions qui eurent lieu les deux hivers précédents.

C'est directement contre les firmes privées et les coopératives que se mobilisent en masse les paysans. Les laiteries sont occupées et un très grand nombre de camions interceptés. Le 20 mai à Guisdrif, deux mille producteurs se rassemblent et décident la grève totale des livraisons de lait, suivis quelques jours plus tard par plusieurs dizaines de milliers de paysans.

L'ÉCLATEMENT DU MYTHE DES COOPÉRATIVES ET DE L'UNITÉ PAYSANNE

En affrontant les coopératives, les paysans faisaient éclater le mythe de la coopération et celui de l'unité paysanne. En effet, autour des directeurs de coopératives se regroupèrent les chefs des grandes exploitations

modernisées (qui le plus souvent forment le Conseil d'Administration) ainsi que les gros propriétaires fonciers.

Les paysans s'affirmèrent en tant que travailleurs. L'intervention particulièrement active des femmes dans la lutte renforce cet aspect ; un journal écrivait alors : «Six cents agricultrices pénètrent de force dans le bureau de M. Bramouille, directeur de la coopérative de Landernau, pour lui présenter une motion avec des revendications sur le paiement de leur travail».

La mobilisation massive des paysans exploités fit reculer le patronat des laiteries : le prix du lait fut relevé à 60 centimes et la prime de quantité en partie supprimée. Cependant, un ou deux mois plus tard, les patrons dénonçaient les accords. Seuls quelques paysans menèrent la lutte, sans succès cette fois-ci.



LA POLITIQUE DE CRISE DE LA BOURGEOISIE

La guerre du lait a été un tournant dans la lutte des classes à la campagne. Ce fut un mouvement de masse désignant clairement la cible à attaquer, firmes et coopératives capitalistes et prouvant la nécessité de leur imposer un rapport de force pour vaincre. Elle coïncide aussi avec l'émergence du mouvement «Paysan-Travailleur» dans l'Ouest.

Cependant, la capacité qu'a eue la bourgeoisie de revenir rapidement sur les accords, sans qu'il y ait de nouvelle mobilisation, fait apparaître les limites et les faiblesses du mouvement. Les entreprises laitières ont poursuivi et même accentué leur pénétration et ont éliminé les paysans les plus pauvres. Les autres, pris à la gorge par le Crédit Agricole qui impose la politique des firmes et des coopératives, se voient contraints à s'agrandir, à se moderniser pour survivre et donc à allonger leur journée de travail pour rembourser leurs annuités.

La baisse de leur revenu, du fait de la taxe de résorption et surtout la menace directe de leur élimination à travers les plans de développement sont des aspects essentiels du poids de la crise sur les paysans pauvres et les paysans moyens fortement endettés.

De 1972 à 1976, la bourgeoisie a changé plusieurs fois de thème de propagande, après le pétrole et le chômage, c'est l'inflation qui est déclarée ennemi n° 1 par le gouvernement Giscard-Barre. La lutte contre

l'inflation se traduit par un blocage des prix, des prix alimentaires en particulier. Le prix du lait maintenant bloqué a été fixé en avril dernier, la perspective la plus probable est une stagnation voire une diminution de ce prix si la taxe de résorption est appliquée. Pendant ce temps, le prix des biens industriels nécessaires à la production, celui des aliments du bétail et celui des engins ont augmenté de plus de 30% pour certains.

POUR RIPOSTER A LA CRISE : LA LUTTE

A l'heure de la crise, les paysans préparent la lutte et dans les bassins laitiers de l'Ouest, de la périphérie du Bassin Parisien, en Bourgogne-Franche-Comté, dans le Sud-Ouest, dans les zones de montagne, les

endettés, dominés par le Crédit Agricole et les trusts industriels. L'organisation syndicale passe par l'éclatement de l'unité du «monde-paysan» tel que les mystificateurs de la FNSEA tentent de l'imposer. L'unité de la paysannerie, c'est l'unité au profit des gros : en effet, toute augmentation du prix des produits obtenue par la masse des paysans profite plus que proportionnellement aux gros, car ils ont déjà une rente de situation, du fait de leur plus grande productivité.

Le PS, lui, tente de mettre sur pied une nouvelle organisation syndicale pour rassembler sa clientèle électorale. Arrivé au pouvoir, «son» organisation syndicale lui permettrait de mener «sa» politique. Le P«C»F possède dans le MODEF, créé par J.B. Doumeng, le «communiste» milliardaire, PDG d'Interagra, une organisation qui, récemment, s'est constituée en syndicat, la CNEF. La CNEF est un syndicat de défense de la petite exploitation «privée» familiale !

Les paysans, à juste titre, en voyant qui est à la tête de telles organisations, se méfient et les refusent. En effet, après les élections, combien de promesses seront tenues ? Comment ces nouveaux gestionnaires du capitalisme pourraient-ils satisfaire les aspirations des paysans à mieux vivre, à organiser une société socialiste ?

Aussi, sans attendre 78, les paysans mènent des luttes contre les propriétaires fonciers et les accapareurs de terre (à Cheix-en-Retz, dans la Manche, au Larzac...), contre les trusts (laiteries, firmes agro-alimentaires comme Sanders, négoce multinational), contre le Crédit Agricole, troisième banque mondiale qui est le véritable maître du paysan.

UNE ORGANISATION DE CLASSE

Face aux illusions réformistes et révisionnistes, les paysans, autour des «Paysans-Travailleurs», autour du «Croquant» en Saône et Loire, en comité de lutte dans la Manche et sous d'autres formes ailleurs, commencent à s'organiser en Syndicat de classe.

Parallèlement à l'organisation en syndicat de classe, le développement de la mobilisation dépend de la capacité des paysans à réaliser des alliances de lutte contre le capitalisme exploiteur. L'exemple à suivre est la mise sur pied de la coordination entre ouvriers de Sanders de Juvisy-Athis Mons et paysans intégrés (Saône et Loire, Lot-et-Garonne). A Guingamp, à Carhaix, à la Sica Sava de Challans aussi, le dialogue ouvriers-paysans pour mener la lutte s'engage.

Les espoirs nés dans ces contacts de lutte doivent se concrétiser dans l'édification d'un front de lutte capable de faire reculer la bourgeoisie. Du soutien à la grève du Joint Français en 72, aux propositions du Front de lutte faite aujourd'hui par les ouvriers de Sanders, le chemin de l'unité ouvriers-paysans s'est élargi. Avec tous ceux qui aspirent au socialisme, les paysans révolutionnaires dressent le bilan des actions passées, ils travaillent à l'organisation du mouvement qui mettra à bas le système capitaliste pour le pouvoir des ouvriers et des paysans !

CONTRE L'UNITÉ AVEC LES PAYSANS CAPITALISTES

La lutte de classes à la campagne rend nécessaire l'organisation des petits paysans «traditionnels» et des paysans modernisés

Enquête de
Nadine CHATRAS et
Bernard PELO